

Jugement N°099/2019/CJ/SIII/TCC

du 25 avril 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0393

Société SOCAFA Sarl

(Maître Jean Claude  
GBOGBLENOU)

C/

NAVITRANS AFRICA BENIN

(Maîtres Filbert BEHANZIN et  
Lionel AGBO)

SICAAM BENIN SA

-----

OBJET

Dommages-intérêts

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : Maurice YEDOMON et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 21 mars 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience publique du 25 avril 2019 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE**

**Société SOCAFA Sarl**, au capital de 10.000.000 FCFA, immatriculée au RCCM N° RB Cotonou 2001 M0884 ayant son siège à Cotonou au lieudit Akpakpa Ayélawadjè, représentée par son gérant demeurant et domicilié audit siège ;

Assistée de Maître Jean Claude GBOGBLENOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

**DEFENDERESSES**

**La société Navitrans Africa Benin Sarl**, au capital de 50.000.000 FCFA, immatriculée au RCCM sous le numéro RB/COT/09 B5394, ayant son siège à Cotonou, carré numéro 262 lieudit Scoa Gbéto, tél : 21 31 56 39, 01 BP 3285 Cotonou, représentée par ses cogérants, demeurant et domiciliés audit siège ;

Assistée de Maîtres Filbert BEHANZIN et Lionel AGBO, Avocats au Barreau du Bénin ;

**La société SICAAM BENIN SA**, ayant son siège à Cotonou au lieudit Missèbo, C/168 Av. Van Vollen Hoven, 05 BP 3043 Cotonou Bénin, tél : 00229 21 31 48 62/21 31 48 53/21 31 48 55, représentée par son directeur Général, demeurant et domicilié audit siège ;

## LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;  
Où les parties en leurs prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 09 juillet 2018, la société SOCAFA a attiré la société Navitrans Africa Bénin et la société SICAAM devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter le paiement des dommages intérêts ;

A l'appui de ses demandes, la société SOCAFA explique qu'elle a sollicité la société Navitrans pour le chargement de trois conteneurs de cajou à destination de l'Inde ;

Qu'il a été retenu l'embarquement des trois conteneurs sur le navire PALATIA le 22 mai 2016 et à cet effet le connaissance n° BJ00001819 a été établi pour les formalités requises ;

Que contre toute attente, deux conteneurs GLDU 3728731 et TCKU 2769340 ont été embarqués sur ledit navire ;

Que le troisième conteneur TCLU 2231856 n'a été embarqué sur un autre navire que le 31 mai 2016 ;

Que par la suite, à son insu, le connaissance à lui délivré a été annulé et deux connaissances différents ont été établis ;

Qu'ainsi la livraison des conteneurs a connu un retard considérable de sorte qu'elle a perdu toute crédibilité auprès de son partenaire commercial qui a résilié le contrat de livraison de 300 tonnes de cajou qui les liait ;

Que de même, les produits livrés tardivement ont été avariés ;

Que cette situation lui a causé d'énormes préjudices qui mérite réparation ;

Que la présente action ne peut être prescrite car elle a assigné le tribunal de première instance de Cotonou le 15 novembre 2016 moins d'un an après la livraison des conteneurs ;

Que la présente procédure initiée le 15 juillet 2018 fait suite à l'annulation de l'acte introductif d'instance du 15 novembre 2016 après installation du tribunal de commerce de Cotonou;

Qu'elle a agi dans le délai légal d'un an ;

En réplique, la société Navitrans sollicite au principal l'irrecevabilité de l'action et au subsidiaire le rejet de ses demandes ;

Elle explique que la présente action est prescrite car la société SOCAFA ne l'a initiée que le 15 juillet 2018 plus d'un an après la livraison des marchandises ;

Que l'acte introductif du 15 novembre 2016 ayant été annulé ne peut plus être pris en compte;

Que par ailleurs, pour la livraison des conteneurs, elle accompli toutes ses obligations ;

Que seuls deux conteneurs ont pu être chargés sur un même navire car le délai accordé au navire pour l'embarquement avait expiré ;

Qu'elle a accompli toutes les diligences pour faire charger le troisième conteneur et établi les connaissements y relatifs après avoir annulé le connaissement unique;

Que malgré ses relances, la société SOCAFA ne lui a pas restitué le connaissement originel ;

Qu'elle a dû entrer en contact avec son partenaire d'affaire afin qu'il prenne possession du connaissement originel avant de délivrer les deux connaissements correctifs, qui ont été reçus par celui-ci le 1<sup>er</sup> juillet 2016;

Que les marchandises sont arrivés à destination avant le 28 juillet 2016, date d'estimation du délai de transport ;

Que les livraisons ont été faites à bonne date et elle n'a commis aucune faute professionnelle ;

### **Sur la prescription**

Attendu que selon les dispositions des articles 366 et 383 de la loi 2010-11 du 07 mars 2011 portant code maritime en République du Bénin, toute action en dommages intérêts contre le consignataire du navire, de l'agent maritime ou du transporteur doit être impérativement introduite dans un délai d'un an à

compter de la date d'arrivée du navire au port de destination ;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte des déclarations de la société Navitrans que les trois conteneurs GLDU 3728731, TCKU 2769340 et TCLU 2231856 transportés les 22 et 31 mai 2016 sont arrivés au port de Tuticorin en Inde avant le 28 juillet 2016, date d'estimation de leur arrivée ;

Que la société SOCAFA n'établit pas la preuve du contraire ;

Que la société SOCAFA a initié la présente action pour solliciter des dommages intérêts contre la société Navitrans et la société SICAAM suite au chargement des conteneurs sur deux navires différents et au changement des connaissements ;

Que les actes posés en réclamation des dommages intérêts sont la sommation de payer du 12 juillet 2016 et l'acte introductif d'instance du 15 novembre 2016 ;

Que cependant la sommation de payer n'est pas un acte interruptif de prescription ;

Que l'acte introductif d'instance du fait de son annulation ne peut produire aucun effet interruptif de prescription ;

Qu'en conséquence il n'a été posé aucun acte interruptif de prescription de 28 juillet 2016, date d'estimation d'arrivée des conteneurs au 09 juillet 2018, date du présent acte introductif d'instance ;

Qu'il s'est donc écoulé plus d'un an sans aucun acte interruptif d'instance ;

Qu'il y a lieu de dire que la présente action est prescrite ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Déclare l'action de la société SOCAFA prescrite ;

La condamne aux dépens.

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**